Cahier de doléances du Tiers État de Marles en Brie (Seine et Marne)

Cahier des demandes, doléances et remontrances de la paroisse de Marles en Brie, bailliage de Paris.

Art. 1^{er}. Que le pouvoir législatif appartienne à la nation, pour être exercé avec le concours de l'autorité royale.

Art. 2. Qu'aucune loi ne puisse être promulguée qu'après avoir été consentie par la nation représentée par l'assemblée des Etats généraux.

Art. 3. Que la liberté individuelle soit assurée à tous les Français, savoir : celle de vivre où l'on veut sans aucun empêchement, le droit naturel de n'être arrêté qu'en vertu d'un décret décerné par les juges ordinaires ; que sur les emprisonnements provisoires, si les Etats généraux les jugent nécessaires dans quelques circonstances, il sera ordonné que le détenu soit remis dans les vingt-quatre heures entre les mains de son juge naturel ; que, de plus, l'élargissement provisoire soit toujours assuré en fournissant caution, hors le cas de délit qui entraînerait peine corporelle ; à toutes personnes qui prêtent main-forte à justice, d'attenter à la liberté d'aucun citoyen, si ce n'est sur ordonnance de justice, et enfin, que toute personne qui aura sollicité ou signé ce qu'on appelle lettre de cachet, ordre ministériel ou autres ordres semblables de détention, sous quelque dénomination que ce puisse être, pourra être prise à partie par-devant les juges ordinaires.

Art. 4. La liberté de la presse, sauf les dommages et intérêts contre l'imprimeur et l'auteur qui auront souscrit des libelles injurieux.

Art. 5. La plus entière sûreté pour toutes lettres remises à la poste.

Art. 6. L'assurance du droit de propriété ; que nul citoyen ne puisse en être privé, même à raison de l'intérêt public, qu'il n'en soit dédommagé au plus haut prix et sans délai.

Art. 7. Que nul impôt ne soit regardé comme légal, qu'autant qu'il aura été consenti dans l'assemblée des Etats généraux, et qu'ils ne le consentent que pour un temps limité, jusqu'à la prochaine tenue des Etats, en sorte que, cette tenue n'ayant pas lieu, tout impôt cessât.

Art. 8. Que le retour périodique des Etats soit fixé à cinq ans pour plus long terme, et que, dans le cas d'un changement de règne ou d'une régence, ils soient assemblés extraordinairement dans le délai de six semaines ou deux mois.

Art. 9. Que les ministres soient comptables aux Etats de l'emploi des fonds qui leur seront confiés, et responsables de leur conduite, en tout ce qui sera relatif aux lois du royaume.

Art. 10. Que la dette de l'Etat soit consolidée ; qu'aucun impôt ne soit consenti qu'après que les Etats généraux auront vérifié et réglé les dépenses de l'Etat.

Art. 11. Que tout impôt consenti soit généralement et également réparti sur chaque citoyen, de quelque rang et de quelque ordre qu'il soit, à proportion de ses facultés foncières ou industrielles.

Art. 12. Qu'il soit procédé incessamment à la réforme de la législation civile et criminelle ; que, surtout, l'instruction criminelle soit publique, et qu'il soit donné un défenseur aux accusés.

Art. 13. Qu'il soit statué définitivement sur les mariages mixtes.

Art. 14. Abrogation des arrêts de surséance, et que les lois portées contre les banqueroutiers soient exécutées rigoureusement.

Art. 15. Abrogation des évocations et de la grande partie des committimus.

Art. 16. Suppression des intendants, dont l'administration est dispendieuse à l'Etat et inquiète les citoyens.

Art. 17. Suppression de tous les tribunaux d'exception ; attribution de leurs droits aux baillages royaux qui seront alors composés d'un plus grand nombre de juges.

Art. 18. L'extension des droits de présidiaux à 4000 livres.

Art. 19. Suppression des droits d'échange, banalité, péage, pontonage, champarts et autres servitudes, sauf les indemnités dues aux propriétaires réglées d'après les produits.

Art. 20. Faculté de rembourser les rentes stipulées non rachetables, en fixant ce remboursement au denier vingt-cinq.

Art. 21. Suppression des droits de franc-fief, comme humiliants et onéreux pour le tiers-état.

Art. 22. Que le tiers-état pourra être admis indistinctement à toutes les charges et emplois, tant civils que militaires.

Art. 23. Qu'il n'existe plus de différence dans les peines qui seront prononcées contre les citoyens, de quelque ordre qu'ils soient.

Art. 24. Que l'on puisse, dans les emprunts faits pour un temps limité, stipuler les intérêts accordés par la loi.

Art. 25. Que les dîmes soient rendues aux paroisses, et que le produit soit employé aux honoraires des curés, qui seront fixés d'une manière convenable à la dignité de leurs fonctions ; que, s'il reste un bénéfice sur ces dîmes, il serve aux besoins des pauvres de chaque paroisse, à l'entretien des églises et presbytères, à la décharge des habitants et propriétaires de fonds et même à l'éducation publique.

Art. 26. Que les députés aux Etats généraux ne puissent voter pour aucun subside, impôt ou emprunt quelconques, que :

1° les lois constitutionnelles ne soient établies et promulguées ;

2° des Etats généraux arrêtés ;

3° la liberté de la presse accordée ;

4° la liberté individuelle ;

5° l'assurance des propriétés ;

6° et la responsabilité des ministres.

Art. 27. Que les substitutions soient réduites en un seul degré, tant en directe que collatérale.

Art. 28. Révocation de la loi Emptorem comme défavorable à l'agriculture.

Art. 29. Que les baux de gens de mainmorte soient exécutés, même après le décès des bénéficiaires, à la charge que ces baux seront passés devant notaire.

Art. 30. Suppression des préventions, annates et autres droits onéreux de la cour de Rome.

Art. 31. Suppression des abbés commendataires et de ceux des ordres monastiques qui seront jugés les plus inutiles.

Art. 32. Egalité proportionnelle dans les distributions des biens des ecclésiastiques.

Art. 33. Que les droits de gabelles, tailles, aides, marques sur les cuirs et autres semblables, soient supprimés et remplis par un impôt moins destructeur, tel que celui territorial en argent.

Art. 34. Que tous les sous pour livre, perçus en sus des droits principaux, soient abolis ; cette invention fiscale est ridicule et onéreuse.

Art. 35. Que la perception des impôts soit simplifiée ; que cette armée d'employés soit détruite ; les frais de régie multipliés n'apportent aucun bénéfice à l'Etat, et les commis tyrannisent les citoyens.

Art. 36. Que le tarif du contrôle des actes soit modifié, et sa perception moins arbitraire ; et que le contrôle soit établi à Paris comme dans les provinces.

Art. 37. La suppression des capitaineries qui ne sont pas jugées absolument nécessaires, la réformation du code des chasses, le droit à chaque citoyen de faucher librement ses prés lorsqu'ils seront en maturité, et de détruire le gibier sur ses terres par tous moyens possibles, et que les procès-verbaux des gardes, pour fait de chasse, n'aient foi en justice qu'autant que les délits pourront être prouvés par deux témoins.

Art. 38. Qu'il soit pourvu très-incessamment, et par une ordonnance précise, aux dommages que les voituriers nommés thiérachiens commettent dans les campagnes.

Art. 39. Que les administrations provinciales actuellement établies, ou des Etats provinciaux, si l'on juge à propos d'en créer, soient seuls chargés de la répartition et perception des impôts qui seront consentis par les Etats généraux ; que l'administration des chemins et routes de la province soit également confiée auxdits Etats.

Art. 40. Que les milices soient supprimées ; elles répugnent à la liberté nationale.

Art. 41. Que les remises, trop fréquentes au milieu des campagnes et destinées pour la retraite du gibier, soient réduites.

Art. 42. Que le commerce des grains soit libre, à moins que des circonstances particulières ne suspendent son exportation.

Art. 43. Que les justices seigneuriales soient supprimées ; qu'il soit établi des bailliages royaux en leur place à la distance, pour l'arrondissement, de 4 lieues, dont l'appel ressortira nûment au parlement, et dans le cas où les justices seraient conservées, que les juges ne fussent plus révocables à la volonté des seigneurs, mais qu'ils ne puissent être destitués que pour forfaiture et en cas de mort ou de résignation, et que tous les juges des justices seigneuriales soient gradués.

Art. 44. Que les épices des juges soient abolies ; qu'il soit dressé un tarif des droits de tous les officiers de judicature, qui sera rendu public.

Art. 45. Qu'au moyen de la fixation convenable qui sera faite des honoraires des curés, ils ne soient plus dans le cas d'exiger aucun droit sur le titre de casuel ; cette rétribution avilit leur ministère.

Art. 46. Qu'il n'y ait plus que deux ordres dans l'Etat, la noblesse et le tiers ; qu'en conséquence le clergé soit réparti dans ces deux ordres, le haut clergé et les ecclésiastiques nobles dans celui de la noblesse, ceux nés roturiers dans l'ordre du tiers-état.

Art. 47. Qu'il soit pourvu dans les villes et villages à l'éducation de la jeunesse, absolument négligée.

Art. 48. Que les dîmes soient perçues uniformément, à raison de quatre gerbes, seulement par arpent, ainsi qu'elles se perçoivent dans le territoire de Brie-Comte-Robert et autres circonvoisins.

Art. 49. Qu'il soit permis à tout propriétaire de rembourser les arbres qui se trouveront sur son territoire, d'après l'estimation qui en sera faite.

Art. 50. Qu'il soit pris des précautions indispensables pour que les médecins, chirurgiens et sages-femmes soient suffisamment instruits et ne puissent exercer leur art, sans avoir été scrupuleusement examinés et reçus au concours dans les écoles de médecine et chirurgie.

Art. 51. Qu'il soit également interdit à tous particuliers de débiter des médicaments, qu'ils n'aient été visités ou autorisés à les vendre par les personnes de l'art instituées à cet effet.

Art. 52. Que les loteries soient supprimées ; elles donnent lieu à la ruine des citoyens.

Art. 53. Que les pigeons soient détruits.

Fait et arrêté en l'assemblée générale des habitants de la paroisse de Marles, le 14 avril 1789.